



Manifestation de lancement organisée par le CESE dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe

Rapprocher le projet européen des citoyens

Bruxelles, 10 juin 2021

Compte rendu des débats



Comité économique
et social européen



Conférence
sur l'avenir
de l'Europe

Contenu

INTRODUCTION	1
OUVERTURE	2
TABLE RONDE 1 Valeurs fondamentales communes en Europe et ailleurs	4
TABLE RONDE 2 Reprise économique durable, compétences et innovation	6
TABLE RONDE 3 Relance sociale durable, création d’emplois et transition juste	8
TABLE RONDE 4 Sociétés durables, inclusives et participatives	10
OBSERVATIONS FINALES	12



INTRODUCTION

La manifestation de lancement du Comité économique et social européen (CESE), intitulée «Rapprocher le projet européen des citoyens», a été organisée dans le contexte de la conférence sur l'avenir de l'Europe, dont le coup d'envoi a été retardé par la pandémie de COVID-19.

La conférence consiste en une consultation publique d'une année, dont l'initiative revient à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Elle est organisée conjointement par le Parlement européen, le Conseil européen et la Commission européenne. Elle vise à recueillir les points de vue des citoyens européens sur les priorités que devrait se fixer l'Union européenne et sur les changements qu'elle devrait apporter dans des domaines clés. Ces contributions serviront de base aux recommandations de la conférence, qui feront l'objet d'un suivi par les trois institutions de l'UE.

Le CESE joue un rôle essentiel dans ce processus. Depuis 1958, il est la voix de la société civile, grâce à son vaste réseau de membres. Il permet aux employeurs, aux travailleurs et aux organisations représentant la diversité de la société européenne d'avoir leur mot à dire dans le processus décisionnel de l'UE.



Cette manifestation de lancement du 10 juin a marqué le début de l'action du CESE visant à faire en sorte que ses membres et ceux qu'ils représentent puissent participer pleinement à la première consultation directe des citoyens, à l'échelle européenne, sur l'élaboration des politiques de l'UE.

Cette manifestation de quatre heures, qui s'est déroulée à la fois dans la grande salle de réunion du CESE à Bruxelles et en ligne, a rassemblé de nombreux participants et orateurs. Au total, près de 2 000 personnes issues de toute l'Europe, de Dublin à Budapest, se sont connectées pour écouter 16 orateurs représentant le CESE, la Commission européenne, le Parlement européen, l'industrie, les gouvernements nationaux, le mouvement syndical, les mouvements européens et des experts en droits fondamentaux.

Les intervenants ont débattu de leurs espoirs pour la conférence et l'avenir de l'Europe lors de quatre tables rondes consacrées aux valeurs fondamentales communes ainsi qu'aux cadres possibles pour une reprise économique et sociale durable à la suite de la pandémie de COVID-19 et pour des sociétés résilientes.

Comme l'a déclaré Christa Schweng, présidente du CESE, dans son allocution de bienvenue: «Aujourd'hui, nous avons des raisons d'être optimistes, pour la reprise et beaucoup d'autres choses.» Elle a demandé aux décideurs d'écouter la société civile et les citoyens lorsqu'ils façonnent l'avenir de l'Union.

«L'Union européenne leur appartient», a-t-elle affirmé.

OUVERTURE

Des orateurs du CESE, de la Commission européenne et du Parlement européen ont ouvert la manifestation après une introduction par le modérateur, Brian Maguire.



Mme Schweng, au nom du CESE, a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a salué la solidarité, la force et la réaction budgétaire de l'UE dans le contexte de la récente crise sanitaire et économique. Elle a déclaré que la société civile pouvait contribuer à créer une Europe mieux préparée aux prochains défis, qu'ils soient attendus ou non.

Elle a appelé de ses vœux un récit pour l'Europe «qui ne regarde pas uniquement vers le passé [...], mais qui soit aussi et avant tout tourné vers l'avenir». En effet, la résolution récente du CESE

sur ce sujet promeut une vision de l'Europe en tant que gardienne et promotrice des valeurs fondamentales communes, du commerce ouvert et du multilatéralisme, ainsi que d'une prospérité durable, dotée d'un modèle social fondé sur une concurrence loyale et la solidarité. «Nous voulons que nos citoyens y adhèrent aussi», a-t-elle ajouté.

Dans cet esprit, Mme Schweng a plaidé pour l'ouverture et la responsabilité lors du traitement des idées issues de la conférence, et a suggéré la création d'un tableau de bord en ligne permettant aux citoyens de suivre les progrès réalisés. Elle a déclaré que le CESE jouera un rôle essentiel pour formuler des recommandations et contribuer à rétablir le lien entre les institutions et les politiques européennes et les citoyens. «Nous sommes maintenant prêts à travailler et, dès aujourd'hui, nous apporterons notre pierre à l'édifice», a-t-elle conclu.

Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne et membre du conseil exécutif de la conférence sur l'avenir de l'Europe, a ensuite pris la parole. «Pour la toute première fois, la conférence place les citoyens au cœur de l'élaboration des politiques dans l'UE», a-t-elle déclaré. «La société civile est un partenaire essentiel pour faire entendre chaque voix.»



Mme Šuica a préféré ne pas mettre en avant ses propres propositions. «Nous ne devons pas anticiper ou influencer les résultats de ces débats.» Elle a ajouté qu'elle s'engageait à assurer le suivi des contributions issues d'un processus dont elle est convaincue qu'il renforce la démocratie évolutive au sein de l'UE. «Nous ne devons pas perdre confiance dans la capacité des citoyens, aux côtés de la société civile, à nous apporter des contributions et des réponses concrètes.»

Elle a souligné les valeurs partagées entre le CESE et les institutions de l'UE, à savoir la solidarité intergénérationnelle, l'égalité des sexes et une transition écologique et numérique juste, ainsi que leur ambition commune consistant à renforcer les liens entre les citoyens et les institutions qui sont à leur service. «Le CESE est un partenaire crucial et l'une des clés de la réussite de ce processus. Je me réjouis à la perspective de notre coopération», a-t-elle ajouté.

La dernière allocution d'ouverture était celle d'**Eva Maydell**, députée européenne et présidente du Mouvement européen international. «Il est temps désormais d'entrer dans le vif du sujet et, surtout, d'aller de l'avant», a-t-elle déclaré. Elle a prôné une «vision plus audacieuse» de l'Europe. «Il doit s'agir d'un plan visant à approfondir l'intégration européenne dans certains secteurs, de manière à ce que nous soyons mieux préparés, plus résilients, plus en sécurité et plus prospères.»

Elle s'est dite préoccupée par la nécessité «d'en faire davantage pour accroître l'engagement des citoyens et des organisations.» Elle a suggéré que les radios, télévisions et médias nationaux aident à faire mieux connaître la consultation parmi les citoyens.

Elle s'est félicitée de la coopération entre le Mouvement européen international et le CESE. «Nous sommes particulièrement bien placés pour atteindre les citoyens», a-t-elle déclaré. «En travaillant ensemble [...], nous pouvons faire en sorte que la société civile et les citoyens de toute l'Europe soient véritablement et utilement associés à la conférence.»



TABLE RONDE 1

Valeurs fondamentales communes en Europe et ailleurs

La première table ronde s'est ouverte par un sondage Slido à l'intention de tous les participants, invités à répondre à la question suivante: «Quelles sont les valeurs fondamentales qui unissent les citoyens européens?» Les termes qui revenaient le plus fréquemment dans le nuage de mots-clés ainsi généré étaient «égalité», «démocratie», «solidarité» et «liberté».



Ceux-ci figuraient également dans le discours d'orientation de **Manfred Nowak**, professeur de droit international et des droits de l'homme et directeur scientifique du master en droits de l'homme de l'université de Vienne. L'Union européenne est «fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'état de droit et de respect des droits de l'homme» et est «une organisation supranationale fondée sur des valeurs visant à promouvoir les droits fondamentaux dans ses États membres ainsi que les droits de l'homme et la démocratie dans le monde», a-t-il déclaré.

Il a souligné que ces valeurs sont partagées par les citoyens de l'Union. Toutefois, alors que l'Europe est confrontée à des enjeux tels que le terrorisme, les crises climatiques et la numérisation rapide, les citoyens doivent avoir le sentiment que l'Union «vit et promeut activement ces valeurs fondamentales». Il a prédit qu'«une paix durable ne pourra être obtenue et maintenue que si les citoyens européens ont un sentiment de justice sociale et de cohérence et si l'UE est apte et disposée à faire face aux énormes menaces et enjeux mondiaux de manière ouverte, transparente et non bureaucratique».

Morten Kjærum, directeur de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, a poursuivi sur le même sujet. Le cadre juridique de l'Union européenne «jette les bases d'un respect profond de la liberté d'expression et de la liberté des médias». Il a ajouté que l'Europe a fondé ses institutions sur les droits de l'homme, tirant les leçons du passé: «Cette caractéristique de l'Europe doit être mieux comprise et protégée.»



M. Kjærum a tiré la sonnette d'alarme à propos des menaces pour l'état de droit, des inégalités croissantes et de la crise climatique. «L'intégration de ces sujets dans le récit est susceptible d'inciter les Européens, et en particulier les jeunes, à se réinvestir dans le projet commun», a-t-il déclaré.

Il a ajouté que les villes ont «le pouvoir et la possibilité» de promouvoir une vision commune de l'Europe en reliant les communautés locales, les institutions gouvernementales et les réseaux interurbains et il a salué le travail accompli dans ce domaine par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Helena de Felipe Lehtonen, vice-présidente du groupe ad hoc du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit, a conclu cette table ronde. «Nous voulons promouvoir une culture des droits fondamentaux au niveau européen, notamment en ce qui concerne les valeurs européennes», a-t-elle expliqué.

Elle a invité la société civile à conjuguer ses forces pour contrer la régression des droits fondamentaux dans certains États membres. Il faut selon elle mieux informer et éduquer le public, et renforcer l'indépendance de la justice et la liberté de la presse ainsi que la dimension socio-économique, qui pourrait susciter l'intérêt des citoyens.



Elle a ajouté que les liens avec les organisations de la société civile peuvent asseoir une culture des droits fondamentaux: «Nous devons continuer à travailler au niveau de l'UE avec nos homologues nationaux et la société civile afin de veiller à ce que ces liens restent forts.»

Le public a ensuite posé des questions, qui ont porté sur l'érosion de la séparation des pouvoirs, sur la nécessité de mobiliser des fonds pour protéger les libertés et sur les menaces pesant sur la démocratie et les droits en dehors de l'UE. M. Kjærum a indiqué que l'UE doit aller plus loin dans la lutte contre les atteintes à l'état de droit si l'on veut éviter que les citoyens ne perdent confiance dans l'UE. M. Nowak a souligné que l'établissement d'un lien entre l'octroi de fonds et le respect de l'état de droit pourrait pallier l'absence probable d'un vote unanime pour invoquer des sanctions plus formelles en vertu du traité sur l'Union européenne. Enfin, M. Kjærum a plaidé en faveur d'une action cohérente en matière de droits de l'homme et d'un engagement plus sérieux auprès d'organismes tels que l'Union africaine.

TABLE RONDE 2

Reprise économique durable, compétences et innovation

Un sondage Slido à choix multiple sur les principaux éléments nécessaires à une économie saine a permis de lancer les débats de la deuxième table ronde. «Investir dans des compétences adaptées à l'avenir» a recueilli 55% des voix, et ce thème allait être abordé par tous les orateurs.

Stefano Mallia, président du groupe des employeurs, a ouvert cette table ronde. Il a fait part de sa vision pour l'UE: «Pour moi, comme pour l'ensemble du groupe des employeurs, l'Europe du futur serait une Europe prospère, qui a réussi à sortir de la crise de la COVID-19 et qui est à l'avant-garde mondiale des transitions écologique et numérique.»



Il a ajouté que cet avenir offrira aux entreprises, quelle que soit leur taille, la possibilité de devenir plus productives et compétitives, de générer de la croissance et de l'emploi et d'offrir à chaque Européen une bonne qualité de vie.

Il a mis l'accent sur la nécessité, pour les organismes publics et les entreprises, d'investir dans les compétences, notamment les compétences numériques, les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), les compétences transversales et

l'apprentissage tout au long de la vie, de renforcer les liens entre les entreprises et les prestataires d'enseignement, de tirer pleinement parti des fonds de l'UE et d'achever le marché unique, «l'un de nos plus grands atouts».

La conférence est «une occasion unique d'engager une discussion constructive», a déclaré M. Mallia.

Ivonne Bollow, directrice mondiale de la politique publique de l'entreprise chez Metro AG, grossiste international, a poursuivi le débat. Elle a souligné qu'étant donné que les PME représentent 99% de l'ensemble des entreprises et occupent un tiers de la population active dans l'Union européenne, «rapprocher l'Europe des citoyens implique de la rapprocher des PME».

«L'investissement dans la numérisation et l'innovation est un ingrédient très important», a-t-elle déclaré. Elle a également demandé que des politiques de durabilité s'appliquent à l'ensemble de l'économie, et que l'on aide les PME à adapter leurs pratiques plus rapidement.



En ce qui concerne les compétences, «l'évolution technologique rapide concerne tous les secteurs et sous-secteurs. L'apprentissage tout au long de la vie devient donc essentiel [...] afin de garantir la mise à jour constante des qualifications de la main-d'œuvre», a déclaré Mme Bellow. Elle a proposé comme solution un programme européen de type Erasmus.

Par ailleurs, elle a indiqué qu'un marché unique abouti est une condition préalable essentielle à une économie saine: «Nous devons élaborer une conception commune de la manière dont le marché intérieur peut servir tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, au niveau local et au-delà.»

Pendant la pause, les participants ont pu assister à un interlude musical proposé par Brussels Muzieque, une plateforme de musique classique de chambre qui regroupe des musiciens provenant principalement d'orchestres belges.

Günther Oettinger, président de United Europe et ancien commissaire européen, a ensuite prononcé son discours d'orientation. Il a indiqué que l'Europe est à la traîne sur le plan économique et technologique, et qu'elle doit devenir compétitive. Il a réitéré son appel en faveur du développement des compétences numériques «de l'ensemble des travailleurs, du patron au stagiaire».



Il a ajouté: «Nous devons également nous appuyer sur notre marché intérieur – jeunes pousses, reprises – et aussi aider les entreprises familiales.

Il s'agit d'un bien culturel qui mérite du soutien.» Selon lui, il serait logique de disposer d'une stratégie d'innovation pour l'Europe, et pas uniquement pour l'UE. Il a insisté sur la nécessité d'éviter toute bureaucratie inutile et a plaidé pour que l'Europe attire davantage les non-Européens qualifiés et les investisseurs.

La politique devrait se concentrer sur l'avenir économique, a-t-il souligné. Il conviendrait notamment de mettre en place des programmes visant à inciter les travailleurs plus âgés à garder leur emploi et à se reconvertir, de veiller à ce que l'action pour le climat n'ait pas de conséquences indésirables et d'encourager l'esprit d'entreprise. «Nous devons apprendre à nos enfants [...] qu'ils ont un intérêt à être autonomes, indépendants et autosuffisants, pour qu'ils soient en mesure de prendre la relève et de faire avancer notre économie», a-t-il déclaré.

M. Oettinger a également exhorté la Commission européenne et le Conseil à développer plus rapidement la politique industrielle européenne et à consulter plus largement les parties prenantes de l'économie: «C'est l'économie qui crée de nouveaux emplois, des hommes et femmes d'affaires, des entrepreneurs. Il doit donc y avoir un dialogue aux niveaux européen et national.»

Après avoir résumé les différentes interventions, le modérateur a attiré l'attention sur un commentaire dans la discussion en ligne, évoquant la difficulté de concurrencer les entreprises qui paient des impôts à l'étranger et qui ne respectent pas le droit du travail et le droit de l'environnement.

TABLE RONDE 3

Relance sociale durable, création d'emplois et transition juste

La table ronde suivante a commencé par un sondage Slido demandant aux participants de choisir des priorités de l'Union européenne pour la relance sociale. Les répondants se sont déclarés majoritairement favorables à une transition écologique et numérique juste et équitable, suivie par la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs, s'est félicité de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qu'il considère comme «un très bon exemple d'association de toutes les parties prenantes, y compris le Comité économique et social européen, aux priorités et aux politiques». Il a fait observer que les partenaires sociaux et les syndicats comptent

parmi les principales parties prenantes, puisqu'ils représentent des millions de travailleurs en Europe, et a préconisé la mise en place de nouveaux cadres qui renforcent les droits et la voix des travailleurs tout en élevant les droits sociaux fondamentaux au même rang que les libertés du marché.

M. Röpke a ajouté: «Il nous appartient de montrer aux citoyens, aux travailleurs et aux entreprises de l'Union qu'une Europe plus juste et plus inclusive est possible.» Le groupe des travailleurs et lui-même pensent que «nous devons promouvoir les

investissements publics durables dans une économie verte et numérique, mais aussi dans la relance sociale, qui doit aller de pair avec la relance économique».

Dans son discours d'orientation, **Ana Mendes Godinho**, ministre portugaise de l'emploi, de la solidarité et de la sécurité sociale, a fait observer que «c'est la première fois que les trois institutions de l'UE [...] se réunissent avec les parlements nationaux, les collectivités régionales et locales, les partenaires sociaux et la société civile autour d'un projet véritablement commun.»

«L'UE est une communauté de valeurs et un espace doté d'un modèle social unique au monde», a-t-elle déclaré. «La protection et l'égalité des chances pour tous sont notre moteur.»



Toutefois, «nous pouvons faire mieux», a-t-elle ajouté. La présidence portugaise a pour objectif de faire de la conférence une plateforme inclusive qui rassemble différentes parties prenantes engagées dans une vaste réflexion allant au-delà de Bruxelles et des capitales nationales et touchant les citoyens européens, a indiqué Mme Mendes Godinho.

Concrètement, elle a demandé que l'accent soit mis sur les investissements structurels, sur des économies et des marchés du travail plus résilients, sur le dialogue social, sur l'innovation et la modernisation des entreprises et sur la formation, en accordant une attention particulière à l'emploi précaire. Elle a évoqué le succès du sommet social de Porto et son engagement important à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux en tant que preuve du pouvoir de la coopération au sein de la société civile. «Le dialogue social est essentiel pour garantir la paix sociale. Attelons-nous-y ensemble», a-t-elle conclu.

Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), a été le dernier à prendre la parole. «Nous devons écouter les citoyens, la société civile organisée, les parties prenantes, toutes les personnes qui souhaitent dire quelque chose sur ce qu'elles veulent pour l'avenir de l'Europe...», a-t-il déclaré. «Et nous devons veiller à ce que chacun puisse réellement participer, à ce qu'il y ait des canaux de participation concrète et démocratique.»



Et d'ajouter: «Nous devons réinventer notre modèle économique, en veillant à ce qu'il soit réellement durable et inclusif.» Il a réclamé des emplois de qualité, une protection sociale forte et de l'inclusion.

«Nous devons reconstruire notre modèle social européen, un modèle social qui servait de référence et d'exemple pour le monde», a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'il fallait renforcer l'égalité et la justice sociale, défendre l'état de droit et donner plus de pouvoir et de visibilité aux institutions élues telles que le Parlement européen.

«Si nous sommes unis, que nous coopérons les uns avec les autres et stimulons le dialogue social, économique et institutionnel, je suis convaincu que nous pouvons y arriver», a-t-il conclu.

TABLE RONDE 4

Sociétés durables, inclusives et participatives

La dernière table ronde s'est ouverte par une allocution de **Seán Healy**, PDG de Social Justice Ireland.

Il a remercié les organisateurs d'avoir lancé la conférence. «L'Europe en a cruellement besoin», a-t-il déclaré. Il a notamment indiqué que «l'Union compte encore 18 millions de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale».

Il a plaidé en faveur d'un «nouveau contrat social» assorti d'«objectifs forts et ambitieux». Il a indiqué que de nombreuses personnes en Europe ont également l'impression que

leur voix n'est pas entendue dans le cadre de l'élaboration des politiques, ajoutant que «les sociétés à deux vitesses ne sont bonnes ni pour les entreprises ni pour les citoyens».

M. Healy a insisté sur la nécessité d'un dialogue social à propos de toutes les grandes questions qui façonneront notre avenir. «Ce dialogue social devrait inclure la société civile, placée sur un pied d'égalité avec les employeurs et les syndicats», a-t-il déclaré.

Il a plaidé en faveur d'un contrat social axé sur la

mise en place en parallèle d'une économie dynamique, de services et d'infrastructures décents, d'une fiscalité juste, d'une bonne gouvernance et d'un développement durable. «Si ces objectifs ne sont pas atteints simultanément, nous serons condamnés à un nouvel échec dans la construction d'une Europe au sein de laquelle tout le monde a sa place», a-t-il déclaré.

L'orateur suivant, **Séamus Boland**, président du groupe «Diversité Europe», a réclamé une attention accrue sur les questions de durabilité. «La durabilité est au cœur de notre groupe, Diversité Europe», a-t-il déclaré. «Si nous n'incluons pas la société civile dans le dialogue social, nous excluons effectivement des millions de personnes et de groupes de la participation à la conférence sur l'avenir de l'Europe.»



Dans le cadre de la conférence, les décideurs politiques doivent imaginer et construire des communautés et des sociétés équitables, résilientes et durables. «Cela nécessite des initiatives ascendantes. Il convient en outre d'adopter de nouvelles définitions du bien-être et du développement au-delà du PIB», a-t-il indiqué.

S'adressant aux participants en ligne, M. Boland a déclaré: «Vous êtes ici parce que vous voulez vraiment vous assurer que vous avez la parole et votre mot à dire dans une société qui ne répète pas les erreurs du passé... Espérons que ces débats et bien d'autres feront naître une société très différente, juste et inclusive.»

Brikena Xhomaqi, coprésidente du groupe de liaison du CESE et directrice de la plateforme pour l'apprentissage tout au long de la vie (LLL), a déclaré: «Le monde change, tout comme la politique. Nous devons passer à un processus ascendant dans lequel nous cocréons et coconcevons des politiques avec les citoyens.» Et d'ajouter: «Nous devons simplement créer davantage d'espaces de coopération, davantage d'espaces d'échange de bonnes pratiques, davantage d'espaces pour apprendre les uns des autres.»



La société civile l'a aidée à combler son manque de connaissances sur l'Europe, a-t-elle dit. «J'ai eu l'occasion de m'engager dans des réseaux européens, ce qui m'a permis d'acquérir toutes ces connaissances sur l'Europe et de comprendre son fonctionnement afin de pouvoir l'influencer.»

Même si les institutions européennes devraient consulter davantage la société civile, «nous avons également un rôle à jouer dans la recherche d'un consensus à tous les niveaux dans tous les pays et notre voix est forte dans les discussions politiques et juridiques européennes», a-t-elle déclaré.

OBSERVATIONS FINALES

Cillian Lohan, vice-président du CESE, a remercié tous les participants: «Il n'est pas compliqué de s'accorder sur quelques grands objectifs... Mais ce qui est réellement appréciable avec la conférence sur l'avenir de l'Europe, c'est que nous pourrions décider, de concert avec les citoyens, de la manière dont nous les atteindrons.»

Il a ajouté: «Nous sommes sur le point de lancer une série de débats dans toute l'Europe avec nos membres et nos partenaires de la société civile, afin de pouvoir toucher tous les citoyens de l'UE, sans exception, pour collecter des idées, des réflexions et des ambitions.»



Mme Schweng a clos les débats. «Aujourd'hui, nous avons commencé à recueillir les points de vue des citoyens de l'UE et de la société civile organisée en vue d'œuvrer à une Europe plus forte et plus résiliente», a-t-elle fait remarquer. «Les discussions d'aujourd'hui et les idées exprimées tout au long de l'après-midi sont grandement appréciées.»

Et d'ajouter: «Cependant, nous ne devons pas nous limiter à Bruxelles. Nous devons être présents aux quatre coins de l'UE et recueillir les idées et les propositions des citoyens pour l'avenir européen. La deuxième étape consistera à rapprocher le projet européen des citoyens et à donner forme à l'Europe en fonction de leurs besoins, de leurs idées et de leurs ambitions.»



Mme Schweng a affirmé que le CESE est prêt à fournir des efforts pour que cela se réalise: «Je suis convaincue que nous saurons saisir cette occasion de rapprocher l'UE des citoyens... Faisons de l'Europe une terre où il fait bon vivre et prospérer.»





Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2021-42-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2021

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:
photo de la couverture par Oliver Rossi, Getty images



Office des publications
de l'Union européenne



Print

QE-02-21-917-FR-C
ISBN 978-92-830-5375-0
doi:10.2864/746725

Online

QE-02-21-917-FR-N
ISBN 978-92-830-5373-6
doi:10.2864/679946

FR